



ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS

14 | L'ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS POUR MINEURS

14.1 LES PARQUETS DES MINEURS

En 2019, les parquets ont traité 166 600 affaires pénales impliquant au moins un mineur. Ces affaires concernaient 218 100 mineurs. Pour 21 % des affaires traitées par les parquets des mineurs, l'examen de l'affaire a montré qu'elle ne pouvait donner lieu à une poursuite, soit parce que l'infraction était mal caractérisée ou qu'un motif juridique s'opposait à la poursuite (29 800 affaires), soit que le mineur était mis hors de cause (5 100). Ainsi, 79 % des affaires traitées ont été susceptibles de recevoir une réponse pénale, soit 131 700 affaires.

Parmi ces affaires poursuivables, 9 600, soit 7,3 %, ont été classées sans suite pour inopportunité des poursuites. Le taux de réponse pénale pour les mineurs s'élève donc à 92,7 % en 2019, un niveau stable par rapport à l'année précédente (92,8 %).

En 2019, 71 200 affaires ont été classées après la réussite d'une mesure alternative aux poursuites, soit 54 % des affaires poursuivables. Il s'agit le plus souvent d'un rappel à la loi (61 %). De plus, 1 900 affaires ont été classées après la réussite d'une composition pénale, soit 1,4 % des affaires poursuivables. Enfin, 49 000 affaires ont été poursuivies, soit 37 %, dont 1 800 devant le juge d'instruction.

Le nombre d'affaires traitées par les parquets des mineurs en 2019 est en baisse de 8,0 % par rapport à 2018, devenant inférieur de 0,9 % par rapport à 2015, année où le nombre d'affaires traitées par les parquets avait pourtant été particulièrement bas.

Définitions et méthodes

Au sein de chaque tribunal de grande instance dans le ressort duquel un tribunal pour enfants a son siège, un ou plusieurs magistrats du parquet sont chargés spécialement des affaires concernant les mineurs. On désigne ces magistrats par le terme « parquet des mineurs ». Ils participent à la protection de l'enfance, mais également à la répression des infractions commises par les mineurs.

Les juridictions qui peuvent être saisies par une mise en mouvement de l'action publique (poursuite) contre un mineur sont, selon les cas, le juge d'instruction, le juge des enfants et le tribunal pour enfants.

Cf. glossaire pour les termes suivants :

- affaire traitée
- affaire poursuivable / non poursuivable
- affaire poursuivable
- réponse pénale
- inopportunité de la poursuite
- alternative aux poursuites
- composition pénale
- modes de poursuite contre les mineurs.

Les données relatives à l'année 2019 sont provisoires.

Champ : France métropolitaine et DOM, affaires pénales.

Sources : Ministère de la justice/SG/SEM/SDSE/Cadres du parquet jusqu'en 2011 (figure 2) puis Fichier statistique Cassiopée à partir de 2012 (figures 1,2 et 3)

Pour en savoir plus : « La durée de traitement des affaires pénales impliquant des mineurs en 2017 », *Infostat Justice* 168, avril 2019.
 « Justice des mineurs : les mesures alternatives renforcent la réponse pénale et les peines, dont la prison ferme, ne font pas exception », *Infostat Justice* 147, janvier 2017.
 « Une justice pénale des mineurs adaptée à une délinquance particulière », *Infostat Justice* 133, février 2015.

La baisse du nombre d'affaires traitées par les parquets des mineurs en 2019 se traduit par une baisse du nombre de mesures alternatives aux poursuites (- 10 %) et du nombre de poursuites (- 4,1 %). Pour autant, la structure de la réponse pénale reste relativement stable depuis 2011, après une forte progression des mesures alternatives dans les années 2000. En 2019, les poursuites représentent 40 % de la réponse pénale, les mesures alternatives aux poursuites 58 % et les compositions pénales 1,5 %.

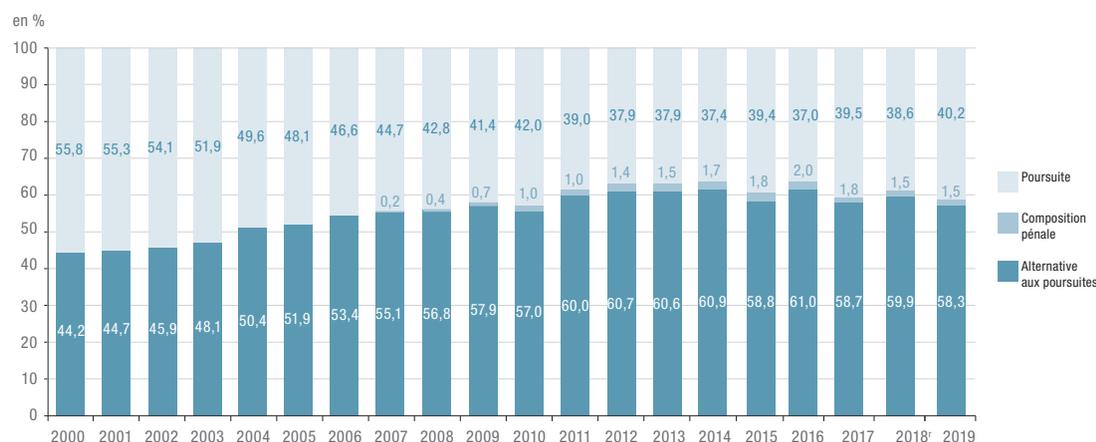
En 2019, le délai entre la commission des faits et la fin du traitement par le parquet des mineurs, classement sans suite ou engagement de poursuites, est inférieur à 5,5 mois pour la moitié des mineurs et de 10,5 mois en moyenne. Toutefois, la procédure judiciaire ne s'enclenche pas toujours immédiatement après les faits. Le délai entre l'arrivée de l'affaire au parquet et la fin de son traitement est de 5,7 mois en moyenne et de moins de 1,9 mois pour la moitié des mineurs. En cas de mesure alternative, le délai moyen est de 6,6 mois entre la saisine du parquet et l'enregistrement du classement de l'affaire. Ce délai est de 15,1 mois en moyenne pour les compositions pénales. Elle s'explique par le temps de mise en œuvre et de validation de la mesure (notamment en cas de réparation ou de stage). Pour les mineurs poursuivis, le délai moyen est de 2,2 mois entre l'arrivée de l'affaire au parquet et son orientation vers une poursuite. Il est nul pour plus de la moitié d'entre eux du fait du traitement en temps réel.

1. Les orientations des affaires par les parquets unité : affaire

| | 2015' | 2016' | 2017' | 2018' | 2019 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Affaires de mineurs traitées | 168 145 | 184 052 | 172 224 | 181 131 | 166 589 |
| Affaires non poursuivables | 36 240 | 39 613 | 36 659 | 38 390 | 34 879 |
| Mineur mis hors de cause | 5 784 | 6 324 | 5 813 | 5 744 | 5 058 |
| Absence d'infraction, charge insuffisante, motif juridique | 29 725 | 32 575 | 30 846 | 32 646 | 29 821 |
| Non-lieu à assistance éducative⁽¹⁾ | 731 | 714 | so | so | so |
| Affaires poursuivables | 131 905 | 144 439 | 135 565 | 142 741 | 131 710 |
| Classement sans suite pour inopportunité des poursuites | 8 951 | 10 852 | 9 140 | 10 294 | 9 639 |
| Réponse pénale | 122 954 | 133 587 | 126 425 | 132 447 | 122 071 |
| Taux de réponse pénale (en %) | 93,2 | 92,5 | 93,3 | 92,8 | 92,7 |
| Alternatives aux poursuites réussies | 72 260 | 81 479 | 74 174 | 79 356 | 71 167 |
| dont rappels à la loi | 43 933 | 50 332 | 45 068 | 48 584 | 43 617 |
| Compositions pénales réussies | 2 249 | 2 637 | 2 298 | 1 956 | 1 859 |
| Poursuites | 48 445 | 49 471 | 49 953 | 51 135 | 49 045 |
| Par transmission au juge d'instruction | 1 641 | 1 717 | 1 800 | 1 782 | 1 801 |
| Par transmission à une juridiction pour mineurs | 46 804 | 47 754 | 48 153 | 49 353 | 47 244 |

⁽¹⁾ Les non-lieux à assistance éducative ont été supprimés en 2017

2. La structure de la réponse pénale apportée aux mineurs unité : affaire



3. Délais de traitement des affaires par les parquets des mineurs en 2019 unité : mois

| | Effectif | Délai à partir | | | |
|---|----------------|----------------|------------|--------------------------------------|----------------|
| | | des faits | | de l'arrivée de l'affaire au parquet | |
| | | Moyen | Médian | Moyen | Médian |
| Mineurs impliqués dans les affaires traitées | 218 082 | 10,5 | 5,5 | 5,7 | 1,9 |
| Mineurs non poursuivables | 46 915 | 14,9 | 7,8 | 7,1 | 2,5 |
| Mineurs poursuivables | 171 167 | 9,2 | 4,8 | 5,3 | 1,7 |
| Classement sans suite pour inopportunité des poursuites | 12 140 | 17,3 | 11,0 | 10,4 | 4,6 |
| Classement après réussite d'une mesure alternative aux poursuites | 93 478 | 10,5 | 6,9 | 6,6 | 3,3 |
| Composition pénale | 2 241 | 19,8 | 16,4 | 15,1 | 13,4 |
| Poursuites | 63 308 | 5,4 | 0,5 | 2,2 | <0,1 |
| Par transmission au juge d'instruction | 3 034 | 15,0 | 2,4 | 4,5 | 0,1 |
| Par transmission à une juridiction pour mineurs | 60 274 | 4,9 | 0,5 | 2,1 | <0,1 |

14.2 LES JURIDICTIONS POUR MINEURS

La justice pénale des mineurs traite de l'enfance délinquante tandis que la justice civile des mineurs s'occupe de l'enfance en danger : elle prononce à ce titre des ordonnances et jugements en matière d'assistance éducative. La justice civile s'occupe également des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.

Au titre de l'enfance en danger, les juges des enfants ont été saisis de 74 600 affaires nouvelles en 2019. Elles concernaient 112 700 mineurs (en hausse de 2,7 % par rapport à 2018). La grande majorité de ces saisines émane des parquets (84 %).

28 % des mineurs en danger ont moins de 7 ans, 30 % entre 7 et 12 ans, 23 % entre 13 et 15 ans et 19 % ont 16 ou 17 ans. Quatre mineurs en danger sur dix sont des filles.

Dans leur mission de protection de l'enfance, les juges des enfants prononcent des mesures éducatives, dont ils assurent le suivi (cf. fiche 13.1). En 2019, ils ont prononcé des décisions au titre de l'enfance en danger pour 440 500 mineurs, nombre en croissance continue depuis 2010. De plus, les juges des enfants ont ordonné des mesures de protection « jeune majeur » pour 183 jeunes de moins de 21 ans, les jeunes majeurs étant plutôt pris en charge administrativement par les conseils départementaux.

Au civil, le délai entre la saisine du juge des enfants et la première décision au fond est de 4,1 mois en moyenne.

Le nombre de nouvelles mesures d'aide à la gestion du budget familial est quasi stable en 2019 après plusieurs années de baisse (- 1,0 % en 2019, - 6,1 % depuis 2015), tandis que le nombre des mineurs concernés poursuit sa baisse (- 3,1 % en 2019, - 12,5 % depuis 2015).

Le nombre de mesures en cours au 31 décembre 2019 est quasi stable, avec 13 400 familles (- 0,9 %) comprenant 35 400 mineurs (- 2,2 %).

Au titre de l'enfance délinquante, les juges des enfants et les tribunaux pour enfants ont été saisis en 2019 de 49 500 affaires nouvelles. Ces affaires ont concerné 62 600 mineurs (en baisse de 5,1 %).

59 % des mineurs délinquants ont 16 ou 17 ans, 38 % ont entre 13 et 15 ans et 3,0 % ont moins de 13 ans. 7,1 % des mineurs délinquants sont des filles.

Les convocations par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de mise en examen représentent 53 % des saisines en 2019. Ce mode de saisine du juge des enfants est plus fréquent que la requête pénale (32 % des saisines en 2019). Toutefois, les COPJ aux fins de mise en examen ont reculé de 16 % depuis 2016, alors que les requêtes pénales sont quasi stables.

En 2019, 54 400 mineurs ont été jugés, soit au tribunal pour enfants (57 %), soit en audience de cabinet (43 %).

Au pénal, en 2019, le délai moyen entre la saisine du juge des enfants ou du tribunal pour enfants et le jugement est de 14,9 mois. Il comprend le temps nécessaire aux investigations, sinon sur les faits, au moins sur la personnalité du mineur et son environnement social et familial. Si les perspectives d'évolution du mineur le justifient, il inclut également le temps de mettre en œuvre des mesures éducatives présentencielles. Le délai est un peu plus réduit lorsque le jugement a lieu en audience de cabinet (12,6 mois) que quand le mineur est renvoyé devant le tribunal pour enfants (16,7 mois).

Définitions et méthodes

Juge des enfants et tribunaux pour enfants

En matière pénale, le juge des enfants peut statuer seul en audience de cabinet. Il prononce alors des mesures éducatives. Si l'affaire et/ou le profil du mineur le justifient, le juge des enfants statue en formation de tribunal pour enfants, où il est assisté de deux assesseurs non professionnels. Cette juridiction prononce des mesures éducatives, des sanctions éducatives ou des peines.

En matière civile : Le juge des enfants peut prendre par ordonnance des mesures d'investigation ou d'assistance éducative provisoires pour une durée de 6 mois. À l'issue, le juge des enfants rend un jugement qui, selon les cas, prononce une mesure d'assistance éducative pour une durée maximale de 2 ans (renouvelable) ou indique qu'il n'y a pas lieu à assistance éducative.

Le juge des enfants peut également prendre des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial lorsque les prestations familiales ne sont pas employées pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants et que l'accompagnement des services sociaux n'est pas suffisant. Le juge des enfants peut alors ordonner qu'elles soient, en tout ou partie, versées à un « délégué aux prestations familiales ». Ce délégué prend toute décision, en s'efforçant de répondre aux besoins des enfants, et exerce auprès de la famille une action éducative visant à rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations.

Cf. glossaire pour les définitions suivantes :

- Juridictions pénales pour mineurs
- Mineur en danger
- Mineur délinquant
- Modes de saisine des juridictions pour mineurs.

Le tribunal correctionnel pour mineurs a été supprimé au 1er janvier 2017, date à laquelle son contentieux est transféré au tribunal pour enfants.

Les données issues du Cassiopée relatives à l'année 2019 sont provisoires.

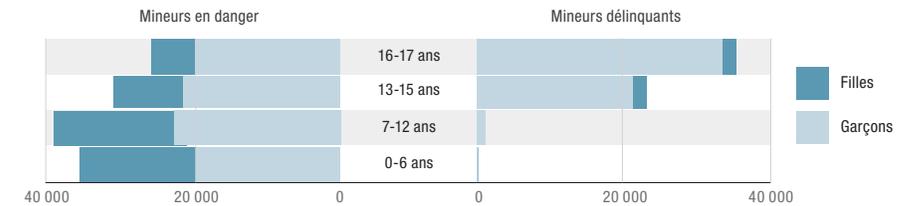
Champ : France métropolitaine et DOM, affaires pénales.

Sources : Ministère de la justice/SG/SEM/SDSE : Fichier statistique Cassiopée (mineurs délinquants dans les figures 1 à 4), tableaux de bord des juridictions pour mineurs (mineurs en danger dans les figures 1 à 4 ; figure 5)

Pour en savoir plus : « La durée de traitement des affaires pénales impliquant des mineurs en 2017 », *Infostat Justice* 168, avril 2019.
« Justice des mineurs : les mesures alternatives renforcent la réponse pénale et les peines, dont la prison ferme, ne font pas exception », *Infostat Justice* 147, janvier 2017.

1. Mineurs dont les juridictions pour mineurs ont été saisies en 2019, selon le sexe et l'âge

unité : mineur



2. Modes de saisine des juridictions pour mineurs

unité : mineur

| | 2015' | 2016' | 2017' | 2018' | 2019 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total | 152 049 | 156 715 | 168 600 | 175 661 | 175 274 |
| Mineurs délinquants | 62 718 | 64 076 | 64 361 | 65 917 | 62 568 |
| Renvoi du juge d'instruction | 2 178 | 1 938 | 2 168 | 2 186 | 2 154 |
| Requête pénale | 18 496 | 19 726 | 19 622 | 21 475 | 19 912 |
| Comparution à délai rapproché | 1 650 | 1 782 | 2 476 | 2 839 | 3 505 |
| COPJ aux fins de mise en examen | 39 247 | 39 557 | 37 871 | 35 815 | 33 374 |
| COPJ aux fins de jugement ⁽¹⁾ | 729 | 745 | 1 928 | 3 394 | 3 420 |
| Présentation immédiate | 418 | 328 | 296 | 208 | 203 |
| Mineurs en danger | 89 331 | 92 639 | 104 239 | 109 744 | 112 706 |
| Saisine par le parquet | 75 692 | 78 377 | 88 178 | 92 177 | 94 944 |
| Saisine d'office | 3 929 | 3 963 | 3 984 | 3 702 | 3 755 |
| Saisine par la famille, le mineur, le gardien | 9 710 | 10 299 | 12 077 | 13 865 | 14 007 |
| Part des mineurs en danger (en %) | 59 | 59 | 62 | 62 | 64 |

⁽¹⁾ La loi du 18 novembre 2016 a réintroduit la COPJ aux fins de jugement devant le juge des enfants (elle avait été supprimée en 2011)

3. Jugements et ordonnances rendus par les juridictions pour mineurs

unité : mineur

| | 2015' | 2016' | 2017' | 2018' | 2019 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Total | 462 734 | 470 571 | 485 088 | 486 826 | 494 908 |
| Mineurs délinquants jugés | 52 865 | 56 188 | 57 166 | 52 707 | 54 418 |
| En audience de cabinet | 22 540 | 23 869 | 23 136 | 22 444 | 23 352 |
| Au tribunal pour enfants | 29 941 | 31 946 | 34 030 | 30 263 | 31 066 |
| Au tribunal correctionnel pour mineurs | 384 | 373 | so | so | so |
| Mineurs en danger ayant fait l'objet d'une décision | 409 869 | 414 385 | 427 947 | 432 560 | 440 490 |
| Ayant fait l'objet d'un jugement | 304 216 | 309 751 | 318 378 | 322 901 | 329 775 |
| Ayant fait l'objet d'une ordonnance | 105 653 | 104 634 | 109 569 | 109 659 | 110 715 |

4. Délai moyen entre la saisine du juge des enfants et la décision au fond

unité : mois



Note : On mesure ici le délai entre la première saisine du juge des enfants ou du juge d'instruction et le premier jugement.

5. Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial

unité : mesure

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018' | 2019 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| Mesures nouvelles et renouvelées | | | | | |
| Familles | 15 660 | 15 552 | 14 935 | 14 867 | 14 712 |
| Mineurs appartenant à ces familles | 43 330 | 42 311 | 40 057 | 39 154 | 37 921 |
| Mesures en cours au 31 décembre | | | | | |
| Familles | 14 534 | 14 271 | 13 931 | 13 566 | 13 440 |
| Mineurs appartenant à ces familles | 40 993 | 39 407 | 37 825 | 36 172 | 35 394 |